

Par arrêté royal du 4 septembre 2007, M. Serroukh, Abdellatif, né à Bruxelles, premier district, le 17 décembre 1988, demeurant à Bruxelles, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Kastit », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 4 septembre 2007, la nommée Goncharova, Sonia, née à Bruxelles le 24 juin 2003, demeurant à Auderghem, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Debaes », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 4 septembre 2007, M. Benbellat, Samuel Alfred Michaël, né à Charleroi le 4 mai 1982, demeurant à Monceau-sur-Sambre, est autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Rocca », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 2007,

M. Kertik, David Alexandre Florian, né à Furnes le 15 juin 1993, et

la nommée Kertik, Maya Marie-Eve Mélodie, née à Etterbeek le 15 avril 1992, tous deux demeurant à Liège, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Reix », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 2007, la nommée Goethals, Noéline Marie, née à Uccle le 24 janvier 2001, demeurant à Seneffe, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Van Nerom », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 2007, le nommé Liebens, Bryan Ludovic Jean-Pierre Jean-Luc, né à Arlon le 16 janvier 2003, demeurant à Habay, autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Pierson », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 4 september 2007, is machtiging verleend aan de heer Serroukh, Abdellatif, geboren te Brussel, eerste district op 17 december 1988, wonende te Brussel, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Kastit » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 4 september 2007, is machtiging verleend aan de genaamde Goncharova, Sonia, geboren te Brussel op 24 juni 2003, wonende te Oudergem, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Debaes » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 4 september 2007, is machtiging verleend aan de heer Benbellat, Samuel Alfred Michaël, geboren te Charleroi op 4 mei 1982, wonende te Monceau-sur-Sambre, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Rocca » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 2007, is machtiging verleend aan de heer Kertik, David Alexandre Florian, geboren te Veurne op 15 juni 1993, en

Mej. Kertik, Maya Marie-Eve Mélodie, geboren te Etterbeek op 15 april 1992, beiden wonende te Luik, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Reix » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 2007, is machtiging verleend aan de genaamde Goethals, Noéline Marie, geboren te Ukkel op 24 januari 2001, wonende te Seneffe, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Van Nerom » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 2007, is machtiging verleend aan de genaamde Liebens, Bryan Ludovic Jean-Pierre Jean-Luc, geboren te Aarlen, op 16 januari 2003, wonende te Habay, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Pierson » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2007/11553]

Communication relative à l'interprétation de la notion de « numéros géographiques nationaux E.164 spécifiques réservés à l'Institut pour une utilisation nomade » visée à l'article 43, alinéa 4, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros

1. Introduction

L'article 43 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (M.B. du 28 juin 2007) stipule en son alinéa 4 :

“Les numéros géographiques nationaux E.164 spécifiques réservés à l'Institut pour une utilisation nomade” peuvent être utilisés pour les services nomades à condition que :

1° le titulaire du numéro, tant au moment de la sous-attribution à l'abonné que pendant la période d'utilisation du numéro par l'abonné, garantit que l'identité du service géographique du numéro E.164 national attribué à l'abonné correspond à l'adresse donnée par l'abonné, cette adresse devant être clairement liée à l'abonné sur la base de données objectives;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2007/11553]

Mededeling betreffende de interpretatie van het begrip « specifiek met het oog op nomadisch gebruik bij het Instituut gereserveerde geografische nationale E.164 nummers » bedoeld in artikel 43, vierde lid, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers

1. Inleiding

Artikel 43 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers (B.S. 28 juni 2007) stelt in zijn vierde lid:

« Specifieke met het oog op nomadisch gebruik bij het Instituut gereserveerde geografische nationale E.164-nummers mogen gebruikt worden voor nomadische diensten op voorwaarde dat :

1° de houder van het nummer, zowel op het ogenblik van de verdere toewijzing aan de abonnee als gedurende de periode dat de abonnee het nummer gebruikt, waarborgt dat de geografische dienstidentiteit van het aan de abonnee toegewezen nationale E.164-nummer correspondeert met het door de abonnee opgegeven adres, waarbij dit adres duidelijk en aan de hand van objectieve gegevens gerelateerd is aan de abonnee;

2° l'opérateur attire expressément l'attention de l'abonné et ce au plus tard au moment de la souscription du contrat et ensuite au moins deux fois par an de manière individuelle sur les restrictions relatives, selon le cas, à l'accessibilité des services d'urgence utilisant les numéros courts nationaux 100, 101 et 112 ou à la localisation physique de l'appelant si des appels sont établis à l'aide du numéro géographique concerné vers les numéros courts nationaux 100, 101 et 112 de certains services d'urgence en Belgique;

3° l'opérateur rend possible le transfert du numéro demandé par l'abonné vers un autre opérateur d'un service téléphonique accessible au public fourni en position déterminée ou vers un autre opérateur autorisant l'utilisation de numéros géographiques nationaux E.164 pour les services nomades. »

L'article 43, alinéa 4, introduit la nouvelle notion de "numéros géographiques nationaux E.164 spécifiques réservés à l'Institut pour une utilisation nomade (1)". Cette nouvelle notion et son rapport avec la procédure de réservation prévue à l'article 10 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 ne sont pas expliqués dans le rapport au Roi.

La présente communication a pour but d'apporter les précisions nécessaires en partant du contexte et des raisons sous-jacentes qui ont été retenues lors de la rédaction du passage concerné.

2. Contexte

Comme on le sait, un régime temporaire a été élaboré avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 avril 2007, dans le cadre duquel, conformément à l'article 19, § 2, de l'arrêté royal du 10 décembre 1997 relatif à la gestion du plan de numérotation, pour des raisons techniques et dans l'intérêt de l'utilisateur final, une exception sous réserve a été accordée pendant une période de transition, concernant l'interprétation stricte du § 2 de l'article 10 de l'arrêté royal du 10 décembre 1997, qui stipulait : "un numéro géographique national E.164 contient des informations sur le lieu où se trouve l'utilisateur" et "des numéros géographiques sont attribués pour des services à portée géographique". (pour plus de détails, voir la Communication de l'IBPT du 8 septembre 2005 concernant la politique de numérotation pour les services VoIP publics à caractère nomade)

Dans le cadre de cette réglementation, le Ministre des Télécommunications n'a cependant pas accordé d'exception pour utiliser d'autres numéros géographiques que ceux des blocs de numéros concernés par l'exception susmentionnée pour des services VoIP nomades comme les numéros géographiques ("importés") des opérateurs de services téléphoniques accessibles au public.

Les numéros issus des blocs de numéros destinés à des services VoIP nomades correspondaient donc à un domaine de services de numéros bien déterminé qui était destiné à fournir la nomadicité, qui se distingue du domaine des services des numéros géographiques « classiques », qui ne fournissent pas de nomadicité.

Vu que, conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 16 mars 2000 relatif à la portabilité des numéros fixes, « des numéros transférés [ne peuvent être utilisés] que conformément aux objectifs fixés par l'Institut pour les domaines de services concernés », il n'était pas possible de transférer un numéro géographique utilisé pour un service téléphonique public classique pour ensuite l'exploiter comme un numéro pouvant être utilisé de manière nomade.

Sur la base de ce qui précède, l'on est arrivé à la conclusion que les clients de services téléphoniques accessibles au public ont le droit de transférer leurs numéros géographiques vers la catégorie des services de communications électroniques publics (services vocaux) mais qu'ils ne pouvaient pas les utiliser pour des applications VoIP nomades tant que le Ministre des Télécommunications n'a pas donné d'autorisation à cet effet.

En rédigeant l'arrêté royal du 27 avril 2007, le Ministre des Télécommunications a estimé, en concertation étroite avec le Ministre de l'Intérieur, compétent pour les services d'urgence 101, 100/112, que le régime décrit ci-dessus apportait satisfaction dans les circonstances actuelles, c'est-à-dire en l'absence de solution satisfaisante pour la localisation des appels d'urgence qui émanent d'une connexion VOIP faisant usage de numéros géographiques utilisés de façon nomade, dans le sens où :

1) il évite qu'un opérateur fournissant un service téléphonique accessible au public ne place la totalité de sa clientèle sur des numéros géographiques pouvant être utilisés de manière nomade. Une telle procédure de transfert impliquerait en effet que les clients de cet opérateur ne puissent plus, dans les circonstances actuelles (2), faire appel aux services d'urgence (voir article 43, alinéa 5).

2° de operator de abonnee uitdrukkelijk en uiterlijk bij het onderschrijven van het contract en daarna minstens twee maal per jaar op individuele wijze wijst op de beperkingen inzake, naargelang het geval, de bereikbaarheid van de nooddiensten die gebruik maken van de nationale korte nummers 100, 101 en 112 of de fysieke lokalisatie van de oproeper indien er met het betrokken geografisch nummer oproepen worden gemaakt naar de nationale korte nummers 100, 101 en 112 van bepaalde nooddiensten in België;

3° de operator de door de abonnee gevraagde overdracht van het nummer naar een andere operator van een openbare telefoondienst aangeboden op een vaste locatie of naar een andere operator die het gebruik van geografische nationale E.164-nummers voor nomadische diensten toestaat mogelijk maakt. »

Artikel 43, lid 4, voert het nieuwe begrip « specifiek met het oog op nomadisch gebruik (1) bij het Instituut gereserveerde geografische E.164-nummers » in. Dit nieuwe begrip en zijn verhouding tot de reservatieprocedure voorzien in artikel 10 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 is niet verduidelijkt in het verslag aan de Koning.

Deze mededeling heeft tot doel de nodige verduidelijkingen aan te brengen vertrekkende van de achtergrond en de onderliggende redenen die weerhouden werden bij het schrijven van de betrokken passage.

2. Achtergrond

Zoals bekend werd vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 april 2007 een tijdelijke regeling uitgewerkt waarbij in overeenstemming met artikel 19, § 2, van het koninklijk besluit van 10 december 1997 betreffende het beheer van het nummeringsplan om technische redenen en in het belang van de eindgebruiker voor een overgangperiode een voorwaardelijke uitzondering werd toegestaan inzake de strikte interpretatie van § 2 van artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 december 1997, dat stelde: « een geografisch nationaal E.164-nummer bevat informatie over de plaats van de gebruiker » en « geografische nummers worden toegevoegd voor diensten met geografische betekenis ». (voor meer details zie de Mededeling van het BIPT van 8 september 2005 over het nummeringsbeleid voor publieke VoIP-diensten met nomadisch karakter)

Onder deze regeling gaf de Minister van Telecommunicatie echter geen uitzondering om andere geografische nummers dan de nummers uit de nummerblokken waarvoor bovenvermelde uitzondering gold te gebruiken voor nomadische VoIP-diensten zoals de (ingepoorteerde) geografische nummers van operatoren van openbare telefoondiensten.

De nummers uit de nummerblokken bestemd voor nomadische VoIP-diensten correspondeerden dus met een welbepaald dienstendomein van nummers dat gericht was op het leveren van nomadiciteit, dat zich onderscheidt van het dienstendomein van de « klassieke » geografische nummers die geen nomadiciteit leveren.

Aangezien overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 16 maart 2000 betreffende de vaste nummeroverdraagbaarheid « overgedragen nummers [enkel gebruikt kunnen worden] overeenkomstig de doelstellingen die door het Instituut zijn vastgelegd voor de betreffende dienstendomeinen » was het niet mogelijk om een geografisch nummer dat gebruikt werd voor een klassieke openbare telefoondienst te porteren om het nadien uit te baten als een nummer dat op nomadische wijze kan gebruikt worden.

Op basis van het voorgaande kwam men tot de slotsom dat klanten van openbare telefoondiensten het recht hebben om hun geografische nummers over te dragen naar de categorie van de publieke elektronische communicatiediensten (spraakdiensten) maar deze niet mochten gebruiken voor nomadische VoIP-toepassingen zolang de Minister van Telecommunicatie hiervoor geen toestemming heeft gegeven.

Bij de redactie van het koninklijk besluit van 27 april 2007 heeft de Minister van Telecommunicatie, in nauw overleg met de Minister van Binnenlandse Zaken, bevoegd voor de nooddiensten 101, 100/112, geoordeeld dat het hierboven beschreven regime in de gegeven omstandigheden – m.a.w. zolang dat er geen afdoende oplossing bestaat voor de lokalisatie van noodoproepen die uitgaan van een VOIP-aansluiting die gebruikmaakt van geografische nummers die nomadisch gebruikt worden - voldoening geeft, in die zin dat:

1) het vermijdt dat een operator die een openbare telefoondienst aanbiedt zijn volledige klantenbestand zou plaatsen op geografische nummers die op nomadische wijze kunnen gebruikt worden. Een dergelijke overschakelingsoperatie zou immers inhouden dat de klanten van deze operator in de huidige omstandigheden (2) geen beroep meer zouden kunnen doen op de nooddiensten (zie artikel 43, vijfde lid).

2) il évite que l'on donne un faux sentiment de sécurité à un utilisateur final. Sans une modification de son numéro de téléphone, un utilisateur final qui décide d'utiliser un service VoIP à caractère nomade pourrait en effet (plus) facilement partir du principe qu'un service identique, comprenant l'accès aux services d'urgence, lui est fourni, ce qui n'est donc pas le cas actuellement.

3. Interprétation

Les termes « les numéros géographiques nationaux E.164 spécifiques réservés à l'Institut pour une utilisation nomade » à l'article 43, alinéa 4, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros, ont pour but d'indiquer que :

(a) l'Institut doit réserver des séries de 10.000 (ou si nécessaire 1.000) numéros pour les demandeurs qui ont indiqué dans leur demande de réservation visée à l'article 10 de l'arrêté royal, qu'ils souhaitent destiner les numéros géographiques nationaux E.164 demandés à une utilisation nomade;

(b) l'Institut distingue ces séries de numéros des séries de numéros géographiques nationaux E.164 par le biais desquels des services nomades ne sont pas fournis, en plaçant une indication spécifique à côté des premières séries de numéros dans sa base de données de numéros.

(c) l'opérateur qui souhaite fournir des services nomades à l'aide de numéros géographiques nationaux E.164 ne peut le faire qu'avec des numéros géographiques nationaux E.164 issus des séries de numéros visées aux points (a) et (b).

4. Evolutions futures

L'objectif est d'aboutir à une solution rapide et satisfaisante en ce qui concerne la localisation des appels d'urgence qui émanent d'une connexion VoIP faisant usage de numéros géographiques utilisés de façon nomade. Lorsque cela sera chose faite, le cadre réglementaire sera idéalement revu.

5. Publication

L'Institut est prié de publier la présente communication sur son site Internet.

Bruxelles, le 20 novembre 2007.

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget
et de la Protection des Consommateurs,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Notes

(1) Par nomadicité, on entend : "caractéristique d'un service de communications électroniques qui permet à ce service d'être utilisé à partir de pratiquement n'importe quelle connexion à un réseau de communications électroniques" (article 1^{er}, 14^o, arrêté royal du 27 avril 2007).

(2) à savoir : pas de solution technique mise en œuvre par les opérateurs pour le traitement des appels d'urgence répondant aux exigences des services d'urgence et qui doit être prévue dans un arrêté royal basé sur l'article 107, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

2) het vermijdt dat een eindgebruiker een vals veiligheidsgevoel gegeven wordt. Zonder een wijziging van zijn telefoonnummer zou een eindgebruiker die beslist gebruik te maken van een VoIP-dienst met een nomadisch karakter er immers gemakkelijk(er) van kunnen uitgaan dat hem een identieke dienstverlening, met inbegrip van toegang tot de nooddiensten wordt gegeven, hetgeen dus momenteel niet het geval is.

3. Interpretatie

De woorden « specifiek met het oog op nomadisch gebruik bij het Instituut gereserveerde geografische nationale E.164-nummers » in artikel 43, vierde lid, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers hebben de bedoeling aan te geven dat :

(a) het Instituut nummerreeksen van 10.000 (of indien noodzakelijk 1.000) nummers dient te reserveren voor aanvragers die in hun reservatie-aanvraag bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit, vermelden dat zij de aangevraagde geografische nationale E.164 nummers willen bestemmen voor nomadisch gebruik;

(b) het Instituut deze nummerreeksen onderscheidt van nummerreeksen van geografische nationale E.164 nummers waarmee geen nomadische diensten worden verstrekt door in zijn nummerdatabank een specifieke indicatie te plaatsen naast eerstgenoemde nummerreeksen;

(c) de operator die nomadische diensten wil aanbieden aan de hand van geografische nationale E.164 nummers dit enkel kan doen met geografische nationale E.164 nummers die afkomstig zijn uit de in (a) en (b) bedoelde nummerreeksen.

4. Toekomstige ontwikkelingen

Het streefdoel is om te komen tot een snelle en afdoende oplossing voor het lokaliseren van noodoproepen die uitgaan van een VoIP-aansluiting die gebruikmaakt van geografische nummers die nomadisch gebruikt worden. Eens deze gerealiseerd, wordt het regelgevende kader idealiter herzien.

5. Publicatie

Het Instituut wordt gevraagd deze mededeling te publiceren op zijn website.

Brussel, 20 november 2007.

De Minister van Economie,
Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting
en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Nota's

(1) Met nomadiciteit wordt bedoeld: « eigenschap van een elektronische communicatiedienst waardoor deze dienst gebruikt kan worden vanuit potentieel om het even welke aansluiting op een elektronische communicatienetwerk » (artikel 1, 14^o koninklijk besluit van 27 april 2007).

(2) te weten: geen technische oplossing door de operatoren geïmplementeerd voor de afhandeling van noodoproepen die voldoet aan de vereisten van de nooddiensten en die voorzien moet worden in een koninklijk besluit gebaseerd op artikel 107, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.